

# Un chasseur de tête à la reconquête de son pays

Après la tourmente révolutionnaire début 2011, la Tunisie essaye de se reconstruire. Au programme : plus d'éthique, plus de liberté, plus de morale... Cette transparence nouvelle attire le regard des investisseurs. Portrait de l'un d'entre eux : Saïd Elinkichari. Pur produit de la méritocratie, ce Français d'origine tunisienne dirige actuellement la Générale Europe consultants (GEC), une société de recrutement basée à Paris. **Par Pierre-Yves Castagnac**

**G**rand bureau avec secrétaire, locaux avec vue sur l'Arc de Triomphe... Saïd Elinkichari a tout pour lui. Son entreprise est reconnue. Ses qualités sont appréciées. Et pourtant ! Derrière ce grand sourire parisien et cette générosité typiquement méditerranéenne se cache un destin hors-norme. Parti de rien, Saïd Elinkichari a réussi à s'imposer dans le monde très fermé des chasseurs de têtes parisiens. Il dirige depuis 1990 un cabinet qu'il a fondé : Générale Europe consultants, spécialisé dans les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Trois mots suffisent à définir son parcours : détermination, sérieux et persévérance.

Né en Tunisie le 17 mars 1957, rien ne destinait cet enfant de Sedghiane, un petit village agricole de l'île de Djerba, à devenir ce patron parisien. « Nous étions pauvres... raconte Saïd Elinkichari. Dans les campagnes, à l'époque, il n'y avait même pas d'eau courante ni d'électricité ! Il n'y avait dans le village qu'une épicerie, un bureau de poste et une école ». École qui sera sa voie de sortie... ou plutôt de réussite. Le chemin fut long et périlleux. « J'allais à l'école en

plein hiver sans chaussures », se souvient-il en esquissant un sourire. Aujourd'hui, il peut sourire mais ce n'était pas tous les jours facile. Il y avait une discipline de fer à l'internat : « C'était presque militaire ! » Saïd Elinkichari remercie pourtant Habib Bourguiba, président de la Tunisie de 1957 à 1987, car il avait eu l'audace et l'intelligence d'investir dans l'éducation. « Ces écoles ont permis de former des dizaines d'avocats, d'ingénieurs, de pilotes et de cadres », affirme-t-il avec fierté.

## « L'éducation m'a sauvé »

Bac en poche, il bénéficie d'une bourse d'étude qui lui permet de s'inscrire à la faculté des Sciences de Tunis. Il étudie pendant deux ans la physique-chimie, puis se tourne vers l'informatique. Pas de soirées, peu de sorties... juste des heures en bibliothèque à étudier. « L'éducation m'a sauvé » confie-t-il. Après six ans d'études, Saïd Elinkichari acquiert le titre d'ingénieur principal et est embauché au ministère des Transports et des communications. Il travaille comme ingénieur-informaticien puis devient rapidement chef du service informatique. Mais là, surprise ! Lui qui avait travaillé dur découvre avec stupeur les

rouages et les lenteurs de l'administration tunisienne. Il dirige certes quarante personnes à seulement 25 ans... Mais le système est fermé. Il se sent pris au piège. Aucune perspective en vue. Aucun projet. Deux ans plus tard, il démissionne et s'envole vers Paris.

## Partir en France et réussir !

Paris, la ville-lumière, lui tend les bras. À son arrivée, tout lui semble possible. Il a pourtant fallu réapprendre les codes car si on lui a enseigné l'Histoire de France, le pays de Voltaire n'en est pas moins un pays étranger. La société ne fonctionne pas de la même manière. Devenu ingénieur d'études, il est rapidement détaché par des sociétés de services dans différentes grandes entreprises comme la Banque nationale de Paris (BNP), la Banque Paribas ou encore la

Notre plus grand souhait reste d'accélérer une meilleure connaissance de l'Afrique auprès des entreprises françaises.

Caisse d'épargne. En 1986, un de ses employeurs le remarque et lui propose un partenariat pour créer « une boîte ». Saïd Elinkichari est intéressé. Il souhaite avancer. Ni une, ni deux, il fonce ! Fort de 5 % des parts, il participe avec attention à la création de cette entreprise.

Trois ans plus tard, en 1989, il prend son envol et fonde la Générale Europe consultants (GEC). Nous sommes en 1990. Mais si la structure est là, il faut trouver de l'argent pour en vivre. Il a fallu prospecter, trouver des clients, mais également des candidats à l'embauche. « Je suis parti de zéro » confie Saïd Elinkichari. Les débuts sont chancelants, d'autant que cette année-là, « la guerre du Golfe a bouleversé la donne. Une crise économique s'en est suivie. Elle va durer trois ans ! », se remémore-t-il. À force de travail et de persévérance, GEC décolle. Aujourd'hui, vingt-deux ans après, cette société est toujours là... Elle est d'ailleurs le plus ancien cabinet français de recrutement en NTIC. Elle compte parmi ses clients la Société générale, Cap Gemini ou encore GDF Suez. GEC affiche en 2011 un chiffre d'affaires de 500 000 euros par an.

Saïd Elinkichari préfère le terme de « cabinet de recrutement » à celui de « chasseur de tête ». Son cabinet reçoit plus de 140 CV par jour. Il les examine un à un mais n'en sélectionne que 10 %. Il suit, évalue, traite chacun des profils pour répondre au mieux aux besoins de ses clients. « Je vois tous les CV ! » C'est un point très important pour ce patron qui dirige d'une main de maître son entreprise. Saïd Elinkichari insiste également sur un autre point : « Il faut savoir distinguer "savoir-faire" et "savoir être". Un CV ne fait pas tout ». À côté de GEC, Saïd Elinkichari a également développé sa propre société de prestataires : Clareen Consulting. Elle est spécialisée dans le conseil et l'ingénierie de l'information financière.

La principale clef de sa réussite est le travail. Il est actuellement le seul chef d'entreprise française d'origine étrangère à la tête

d'un cabinet de recrutement, Saïd Elinkichari a réussi son pari... Et la société le reconnaît. En 2002, il devient chevalier de l'Ordre national du Mérite sur décision du président de la République, Jacques Chirac, et sur sa réserve personnelle de médailles. La même année, il intègre le *Who's Who in France*, sorte de dictionnaire des personnalités qui font bouger le pays.

Côté projets, Saïd Elinkichari a le regard tourné vers le Sud. Plus précisément, vers sa terre natale :

la Tunisie. Le « Printemps arabe » a balayé une administration moribonde et gangrenée par la corruption. Le nouvel État qui émerge semble apporter un renouveau démocratique. Le président de la GEC souhaite investir à Djerba. L'objectif est double : créer des emplois, mais surtout soutenir cette « nouvelle » Tunisie. « Tout Tunisien vivant à l'étranger doit aider la Tunisie dans sa transition démocratique » affirme Saïd Elinkichari. Affaire à suivre ! ■

